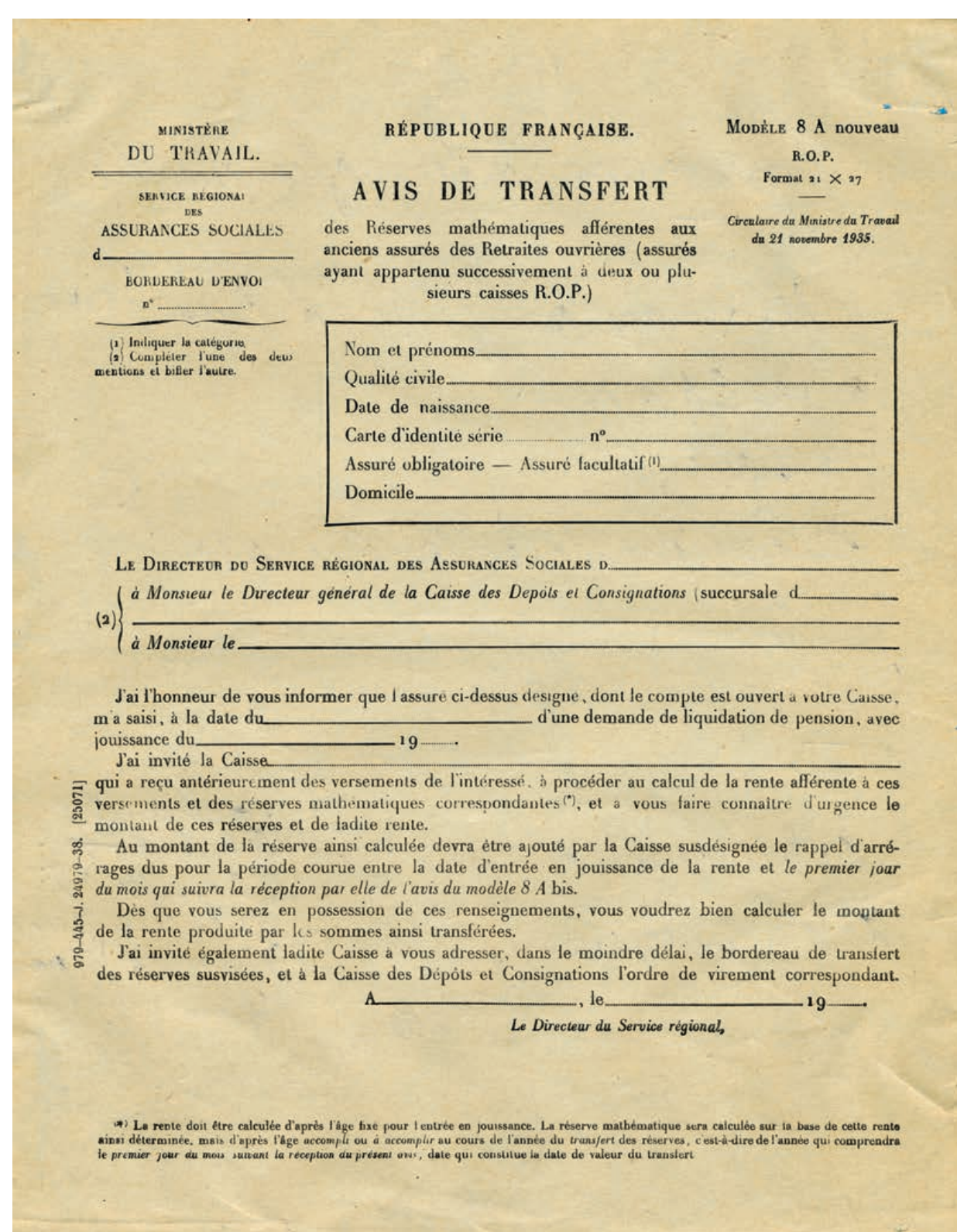


1898 - 1919 : LES PREMIÈRES LOIS D'ASSURANCES OBLIGATOIRES

Les premières lois relatives aux assurances sociales ont porté sur :

- la protection contre les accidents du travail (loi du 8 avril 1898) ;
- la création ou le renforcement de régimes spéciaux ;
- la création des retraites ouvrières et paysannes (loi du 5 avril 1910).



↑ Avis de transfert des retraites ouvrières et paysannes
© Archives ministère

La législation relative aux accidents du travail a permis le passage d'une réparation facultative des dommages par l'employeur à une réparation obligatoire, par la substitution de la notion de risque professionnel à celle de responsabilité délictuelle. Le salarié n'a plus à démontrer la responsabilité de l'employeur pour obtenir réparation, dont la loi affirme le caractère forfaitaire. De plus, une première protection des travailleurs contre les maladies professionnelles a été assurée dès 1919.



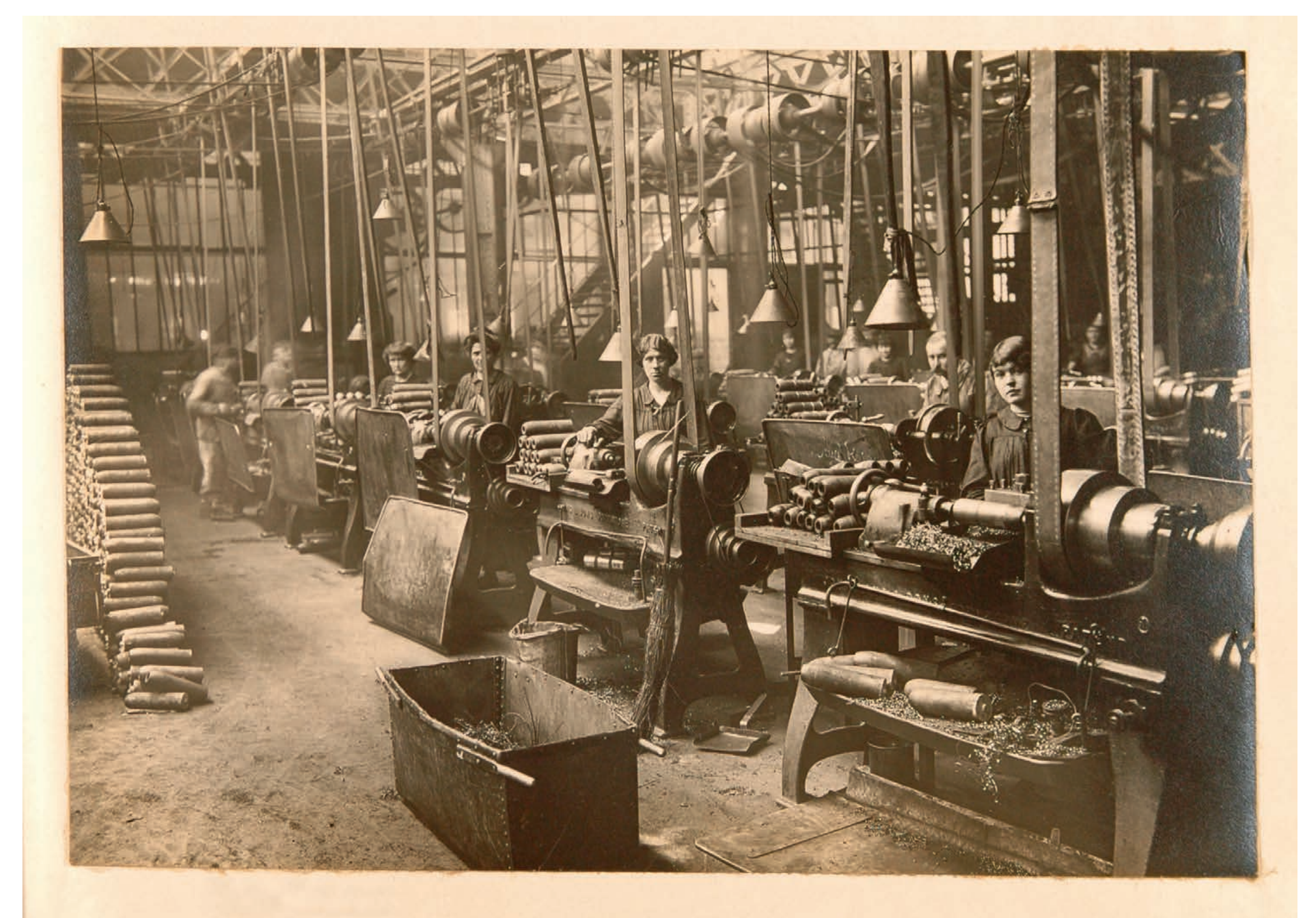
↑ © Cramif : document INRS

Des régimes spéciaux existent pour les marins (créé en 1673), les ouvriers mineurs (créé en 1894), les cheminots (créé en 1909), les ouvriers des arsenaux et les fonctionnaires (créé pour les militaires en 1831 et pour les fonctionnaires civils en 1853).

« De la réparation facultative à la couverture obligatoire. »

Un régime de retraite pour les ouvriers et les paysans est institué par la loi du 5 avril 1910. La pension de retraite repose alors sur la capitalisation d'un versement annuel du salarié, d'une contribution égale du patron et d'une bonification de l'État. L'âge normal de la retraite est fixé à 65 ans.

Moins de 10 % des travailleurs bénéficient de cette retraite par capitalisation qui s'avère rapidement être un échec.



↑ Une usine d'armement en 1915
© Archives nationales